

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 22/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **A2C GRANULAT**

Route de Donnemarie  
BP 12  
77480 Saint-Sauveur-lès-Bray

Références : E24/0640  
Code AIOT : 0006511380

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C GRANULAT
- Carrière de Port-Montain 77114 Noyen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2015/DCSE/M/004 du 16 mars 2015, la société A2C Granulat est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 60 ha 84 a 18 ca sur le territoire de la commune de Noyen-sur-Seine. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 19 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-7	Sans objet
2	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2	Sans objet
3	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1	Sans objet
6	Plans	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-18	Sans objet
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-6-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est convenablement tenue et les prescriptions réglementaires sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Technique de décapage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales présentes sur le site sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Le stockage des matériaux inertes issus de la découverte (stériles et terres non polluées) est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le décapage des terrains est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.</p> <p>Les terres végétales et les stériles de découverte sont décapés sélectivement et utilisés intégralement pour la remise en état du site.</p> <p>Les stériles de découverte sont directement utilisés pour le remblayage.</p> <p>Les terres végétales sont stockées sous forme de merlons en attente d'être réutilisées pour la remise en état du site.</p> <p>Les merlons de plus de 6 mois sont végétalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (stériles et terres de découverte) et les fines de lavage amenées par conduite. Les autres apports de matériaux extérieurs sont interdits.
<b>Constats :</b>  Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les matériaux de découverte (terre végétale et stériles) issus du décapage des terrains ainsi que les fines argileuses issues du lavage des matériaux extraits de la carrière, amenées par un tuyau hydraulique depuis l'installation de traitement de Toussacq.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-15-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] suivi écologique selon la zone en exploitation, inventaires ou relevés faune flore périodiques (chapitre 7 de l'étude d'impact p 370).
<b>Constats :</b>  Le rapport de suivi écologique résultant des inventaires de la faune et de la flore réalisés sur le site au cours de l'année 2023 devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Service nature et paysage de la DRIEAT Île-de-France dès qu'il sera établi par l'association des naturalistes de la vallée du Loing et du massif de Fontainebleau (ANVL).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> À partir des 4 piézomètres et d'échelles limnimétriques dans les plans d'eau et la grande noue d'Hermé, l'exploitant procède ou fait procéder à : * un relevé mensuel du niveau de la nappe * à l'analyse semestrielle sur les paramètres suivants: pH, MEST, DCO, COT, indice permanganate, turbidité et hydrocarbures totaux.[...] Les résultats des analyses prévues aux articles IV-3-2-2 et IV-3-2-3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

**N° 6 : Plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan au 1 / 2 500 orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50m,</li><li>• les limites d'extraction compte tenu des distances et zones de protection définies au III-17,</li><li>• les zones en cours d'exploitation, les bassins de décantation,</li><li>• les zones déjà exploitées non remises en état,</li><li>• les zones remises en état,</li><li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, y compris dans les zones en eaux</li><li>• le linéaire de bandes transporteuses,</li><li>• la position des piézomètres,</li><li>• la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,</li><li>• les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1.</li></ul> <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.</p> <p>Une copie de ce plan certifié et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées respectivement à l'inspection des installations classées au plus tard au 1er février de l'année N+1.</p>
<b>Constats :</b> Les plans ont été transmis par l'exploitant le 30 janvier 2024 avec le bilan environnement de l'année 2023. Les plans sont datés, signés et certifiés conformes par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Bruits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article IV-6-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) : [...]
<b>Constats :</b> Les résultats d'analyses des mesures de bruit sont conformes à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Constats :**

Les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées le 6 juillet 2023 ne montrent pas de non-conformités.

Le suivi de la variation de la nappe alluviale est bien effectué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article V-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations.

Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (TP01 juillet 2014 = 700,4). La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après :[...]

Période n° 2 de 5 à 10 ans : S1 maximale (ha) = 3,9 / S2 maximale (ha) = 13,2 / L maximale (m) = 1100

**Constats :**

Sur le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols établi au 29 janvier 2024, en matière de garanties financières, les surfaces S1, S2 et le linéaire de berges L indiqués pour l'année 2023 sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite